

## Communiqué de presse

# **RAPPORT PARLEMENTAIRE SUR L'ETAT DES PONTS EN FRANCE : LE GROUPE SOCOTEC RENFORCE SON POSITIONNEMENT DANS LE DOMAINE DE L'INSPECTION ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE DES OUVRAGES D'ART EN ACQUERANT LES DROITS DU LOGICIEL LAGO, OUTIL DE REFERENCE DE L'ETAT DE SANTE ET DES PATHOLOGIES DES INFRASTRUCTURES.**

Paris, lundi 14 octobre 2019,

Le groupe SOCOTEC, acteur majeur du Testing, de l'Inspection et de la Certification dans la construction et les infrastructures, en France et en Europe, récemment implanté aux USA après l'acquisition de VIDARIS, s'impose comme leader de la digitalisation du secteur. Avec LAGO (Logiciel d'Aide à la Gestion des Ouvrages), SOCOTEC renforce son avance en matière de gestion des données en lien avec l'inspection et la gestion patrimoniale des ouvrages d'art tant auprès du secteur public que du secteur privé.

Avec plusieurs milliers d'ouvrages d'art inspectés ces 10 dernières années en France et à l'international, le groupe SOCOTEC dispose d'une expérience et d'une expertise de référence.

Faute de recensement exhaustif, le nombre de ponts routiers en France est évalué dans une fourchette variant de 200.000 à 250.000 unités. Les collectivités territoriales font face à de réelles difficultés pour inventorier leur parc d'ouvrages d'art et suivre son obsolescence comme le constate le rapport parlementaire issu de la mission d'information sur la sécurité des ponts en France présidée par le sénateur Hervé Maurey. Deux des rapporteurs parlementaires, les sénateurs Patrick Chaize et Michel Dagbert, expliquent que 18 à 20% d'entre eux présentent un risque pour les usagers.

Hervé Montjotin, président du groupe SOCOTEC précise : « L'urbanisation et les besoins de mobilité accrus ont amené un vieillissement prématuré. Certains ponts sont sous forte pression tant le trafic est supérieur à celui imaginé à la construction, en particulier les réalisations d'après-guerre qui avaient été conçues avant l'avènement de la voiture pour tous. Le changement climatique avec des conditions de plus en plus extrêmes aggrave la situation. Dans ce contexte, l'absence de données sur l'état des ponts et sur leur évolution, constitue un problème sérieux pour tous ceux qui ont la responsabilité de leur maintenance, que ce soient les collectivités locales, les départements, l'Etat ou des entreprises privées dans le cadre de concessions. Il s'agit clairement d'un enjeu de société. ».

LAGO est une solution qui permet de recenser les pathologies des ouvrages d'art, d'en faire l'analyse et d'en suivre l'évolution. Elle intègre une aide au diagnostic grâce à une base de données très complète.

SOCOTEC Infrastructures commercialise désormais l'outil en complément de missions d'inspections ou de diagnostics d'ouvrages d'arts. Son directeur, Jean-Marie Steiner, explique : « LAGO est le fruit de plus de 20 ans de développement, opéré par des spécialistes des infrastructures. Le logiciel est utilisé depuis plusieurs années sur le réseau routier et autoroutier français comme à l'international. C'est un produit de référence et sa base de données répertorie plusieurs centaines de pathologies. Il permet également de définir et d'optimiser les travaux d'entretien. Via son réseau de 150 agences, Socotec offre une expertise

de proximité aux acteurs publics et aux sociétés d'autoroutes désireux de fiabiliser la gestion de leur patrimoine d'ouvrages d'art».

La mission de Socotec est de se porter garant de la performance des actifs tout au long de leur cycle de vie. A cette fin, Socotec utilise les technologies numériques de dernière génération mariant accessibilité web, interface SIG, intégration avec le BIM et la réalité augmentée. Socotec accompagne les collectivités locales, les sociétés concessionnaires et les gestionnaires d'actifs dans l'inventaire et le diagnostic de leurs ouvrages afin de les aider à gérer leur parc et mettre en place une stratégie de maintenance adaptée.

Jean Marie Steiner confirme : « Avec cette acquisition, Socotec participe activement à relever le défi majeur que représente la maintenance d'un patrimoine d'ouvrages d'art vieillissants en France et dans les économies développées ».

## À PROPOS DE SOCOTEC

*Au service des entreprises depuis presque 70 ans, le groupe SOCOTEC présidé par Hervé Montjotin, a bâti sa réputation en tant qu'acteur **Tiers de confiance** dans les domaines de la gestion du risque, de la conformité, de la sécurité, de la santé et de l'environnement dans la Construction, les Infrastructures et l'Industrie.*

**Garant de l'intégrité et de la performance des actifs ainsi que de la sécurité des personnes, SOCOTEC développe une offre de services en testing, inspection et certification, métiers du contrôle technique, tout comme en gestion de la conformité, risk management, et conseil technique** auprès des entreprises de tous secteurs publics ou privés pour leurs bâtiments, équipements ou construction. SOCOTEC contribue à l'optimisation de leurs performances par la maîtrise des risques inhérents à leurs activités. Ses savoir-faire lui permettent d'accompagner ses clients tout au long du cycle de vie de leurs projets et de se positionner auprès d'eux comme un partenaire durable.

N°1 du contrôle construction en France, N°1 de l'inspection des éoliennes en France, et acteur majeur des TIC<sup>1</sup> dans les secteurs Construction et Infrastructures en Europe, le groupe SOCOTEC réalise un chiffre d'affaires consolidé de 900M€ en 2019 (dont 40% réalisé hors de France) auprès de 200 000 clients. Présent dans 25 pays avec 8700 collaborateurs, il dispose de plus de 250 reconnaissances externes lui permettant d'agir comme tierce partie de confiance sur de nombreux projets. En France, il compte plus de 150 implantations réparties sur tout le territoire dont 32 centres de formation.

Plus d'informations sur [www.socotec.fr](http://www.socotec.fr)

Contact Presse France : TADDEO

Nicolas Escoulan - Tél. +33 (0)6 42 19 14 74 – [nicolas.escoulan@taddeo.fr](mailto:nicolas.escoulan@taddeo.fr)

L'effondrement du pont Morandi à Gênes le 14 août 2018 a suscité une vive émotion et relancé les débats sur l'état du patrimoine des ouvrages d'art en France, vingt ans après la catastrophe du tunnel du Mont Blanc, le 24 mars 1999.

Sujet d'inquiétude pour les Français, l'état des ponts constitue avant tout un enjeu majeur de sécurité pour les usagers.

Afin d'évaluer les modalités de surveillance et d'entretien des ponts gérés par l'État et par les collectivités territoriales, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable a créé, le 3 octobre 2018, une mission d'information dédiée à la sécurité des ponts.

À l'issue de ses travaux, la mission d'information dresse plusieurs constats inquiétants s'agissant de la gestion des ponts en France :

- le nombre exact de ponts routiers en France n'est pas connu ;
- au moins 25 000 ponts sont en mauvais état structurel et posent des problèmes de sécurité et de disponibilité pour les usagers ;
- la dégradation des ponts s'explique par le vieillissement du patrimoine ainsi que par un sous-investissement chronique dans l'entretien de ces ouvrages ;
- le problème est plus inquiétant encore s'agissant des communes et des intercommunalités qui, pour certaines, méconnaissent l'état de leurs ponts voire parfois leur nombre, ne sont pas équipées pour en assurer la gestion et se heurtent à d'importantes difficultés financières pour les entretenir.

Pour répondre à ces enjeux, la mission recommande de :

1. Mettre en place un « plan Marshall » pour les ponts visant à porter le montant des moyens consacrés par l'État à l'entretien de ses ouvrages d'art à 120 millions d'euros par an dès 2020 et à créer un fonds d'aide aux collectivités territoriales doté de 130 millions d'euros par an pendant dix ans, soit 1,3 milliard d'euros au total ;
2. Sortir d'une culture de l'urgence au profit d'une gestion patrimoniale des ponts en créant des outils pour améliorer la connaissance et le suivi des ponts, et en investissant davantage dans les actions préventives à travers la mise en place d'une programmation pluriannuelle des travaux ;
3. Apporter une offre d'ingénierie aux collectivités territoriales en aidant les petites collectivités à définir des procédures adaptées de surveillance et d'entretien de leurs ponts, en recréant une ingénierie territoriale accessible, et en favorisant la mutualisation de la gestion des ponts au niveau départemental ou intercommunal.

## MISSIONS SOCOTEC

- Pont Jean-Jacques Bosc (Bordeaux) : 545 de long et 44 m de large
- Pont Cadre Noir (Saumur) : 740 m de long – 8 travées – piles 10 m en site subaquatique
- Viaduc Loukkos (Maroc – LGV Kenitra Tanger) : 2400 m de long
- Pont Chaban Delmas (Bordeaux) : pont levant 425 m largeur 45 m
- Mission liée à la reconstruction du pont de Gênes avec Socotec Italia

Autres infrastructures :

- Métro de DOHA, COPENHAGUE, HAMBOURG et GRAND PARIS (Design review)
- TGV LYON TURIN, Ligne NAPOLI-BARI ou encore HIGHSPEED 2 RAILWAY (MANCHESTER à LONDRES), CHEMINS DE FER DE PROVENCE
- Métropole Nice Côte d'Azur en maintenance des ouvrages d'art,
- Des ouvrages de la SANEF
- Contrôle sur la construction du viaduc en mer de l'Île de la Réunion que nous ne citons pas souvent.

- Le logiciel existe depuis quand ? Le logiciel LAGO est né en 1996, à l'initiative de François PÉLUCHON, gérant-fondateur de la société IES – INSPECTION EXPERTISE DE STRUCTURES.
- Le journaliste pourrait questionner le fait qu'« il n'y a rien de nouveau, ce logiciel existait déjà... ». Comment lui répondre avec des infos intéressantes et contrecarrer cette objection ? L'originalité du logiciel réside dans le fait qu'il a été créé par un expert du métier, homme de terrain spécialiste des infrastructures, qui a, dès le début du développement, travaillé à l'articulation autour d'une base de "défauts standards" permettant de lier l'analyse de la dégradation et son traitement, et non de se contenter de listes "descriptives" de défauts. Dès la saisie on est obligé de penser à l'action à entreprendre. Sa limite principale avant l'acquisition par Socotec était tout d'abord la taille de la structure qui le portait qui ne permettait pas de le faire migrer vers des technologies plus modernes ; c'était également le fait que la structure ne disposait pas d'équipes d'inspecteurs capables d'aller faire les inventaires et les inspections sur le terrain et de fournir aux gestionnaires d'ouvrages un véritable conseil autour de la gestion de leur patrimoine et de la maintenance de leurs ouvrages.